

RAPPORT N° 2022/2-15
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 Avril 2022

OBJET

OPERATION DE MODERNISATION ET DE RENFORCEMENT DE LA CHAINE DE REFOULEMENT DES EAUX USEES DE LA MONTAGNE – COMMUNE DE SAINT-DENIS – ACCEPTATION DU FINANCEMENT DE L'OFFICE DE L'EAU ET VALIDATION DU PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

Par délibération en date du 16 décembre 2022, le bureau Communautaire de la CINOR avait autorisé le Président à solliciter l'obtention auprès de l'Office de l'Eau de la Réunion, d'un montant d'aides publiques sur la base du montage financier ci-dessous pour l'opération de réhabilitation et de modernisation de la chaine de refoulement des eaux usées de la Montagne – Commune de Saint-Denis.

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation Office de l'eau		Participation de l'OFB – Solidarité inter-bassin € HT	Participation CINOR € HT
	Dépense éligible € HT	Subvention (30% de la dépense éligible) €		
343 279,21 €	126 000,00 €	37 800,00 €	102 983, 76€	202 495,45€
100%		11,01%	30,00 %	58,99%

Par courrier du 2 mars 2022, l'office de l'Eau de la Réunion a répondu favorablement à la demande de la CINOR. Leur conseil d'administration, réuni le 2 Mars 2022, a par ailleurs retenu un montant de dépense éligible supérieur au prévision et approuvé une participation financière à hauteur de **40 %** de la dépense éligible.

En vue de l'établissement de la convention d'engagement correspondante, l'office de l'Eau de la Réunion a demandé à la CINOR de lui communiquer une délibération dans laquelle elle accepte la subvention allouée à cette opération ainsi que le plan de financement modifié.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan nouveau de financement pour les travaux de réhabilitation et de de modernisation de la chaine de refoulement des eaux usées de la Montagne;

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation Office de l'eau		Participation de l'OFB – Solidarité inter-bassin € HT	Participation CINOR € HT
	Dépense éligible € HT	Subvention (40% de la dépense éligible) €		
343 279,21 €	231 400,00€	92 560,00 €	102 983, 76€	147 735,45 €
100%		26,96 %	30,00 %	43,04 %

- Accepter la subvention attribuée par l'Office de l'Eau de la Réunion d'un montant de **92 560,00 €** ;
- Approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, de **147 735,45 € H.T.**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.
- Autoriser le Président à signer la convention de financement fixant notamment les modalités de versement de la subvention.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.


 Accusé de réception en préfecture
 974-249740119-20220408-BC2022-2-15-DE
 Date de télétransmission : 14/04/2022
 Date de réception en préfecture : 14/04/2022
Le Président
Maurice GIRONCEL
 Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion
 Département de la Réunion

**DECISION N°2022/2-15
du Bureau de la Communauté
en séance du 08 Avril 2022**

OBJET

**OPERATION DE MODERNISATION ET DE RENFORCEMENT DE LA CHAINE DE REFOULEMENT DES EAUX
USEES DE LA MONTAGNE – COMMUNE DE SAINT-DENIS – ACCEPTATION DU FINANCEMENT DE L'OFFICE
DE L'EAU ET VALIDATION DU PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/2-15 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le nouveau plan de financement pour les travaux de réhabilitation et de modernisation de la chaîne de refoulement des eaux usées de la Montagne – Commune de Saint-Denis :

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation Office de l'eau		Participation de l'OFB – Solidarité inter-bassin € HT	Participation CINOR € HT
	Dépense éligible € HT	Subvention (30% de la dépense éligible) €		
343 279,21 €	231 400,00€	92 560,00 €	102 983, 76€	147 735,45 €
100%		26,96 %	30,00 %	43,04 %

ARTICLE 2

D'accepter la subvention d'un montant de **92 560,00 €** allouée par l'office de l'Eau de la Réunion.

ARTICLE 3

D'approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, soit **147 735,45 € H.T** auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

ARTICLE 5

D'autoriser le Président à signer la convention de financement.

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations)
Suffrages exprimés : 15
Vote pour : 15
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

13 AVR 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-15-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022